

*Initiatives ministérielles*

Ce sera nettement plus.

**M. MacDonald (Dartmouth):** Elle pourra aller jusqu'à 14 ans.

**M. Volpe:** Mon collègue de Dartmouth dit qu'elle pourra aller jusqu'à 14 ans. En fait, la moyenne est d'environ 9,5 ans. Le projet de loi étend la protection dans l'avenir, mais il a aussi des effets rétroactifs. Je n'ai jamais rien vu d'aussi insensé. Du simple point de vue moral, c'est tout simplement inacceptable. Du point de vue législatif, c'est porter atteinte aux principes de la démocratie libérale que d'adopter une mesure législative qui a des effets rétroactifs et qui fait des criminels de ceux qui ont respecté la législation du pays et qui ont fondé leurs décisions en matière d'investissements sur celle-ci, aussi injuste puisse-t-elle être.

Non, non. Les ministériels ne se contentent pas d'avoir volé les Canadiens et d'avoir pillé notre régime politique. Ils veulent s'assurer de tout raser et de ne laisser aucun vestige de l'industrie canadienne, de la recherche biomédicale au Canada et d'un système médical qui est un exemple de succès pour le monde entier. Ils veulent éroder la base d'une politique sociale qui pourrait, en réalité, nous donner raison de nous vanter d'être une société vraiment progressiste grâce à des décisions en matière d'investissement. Les députés d'en face ont le courage, la témérité et l'audace de dire que ce projet de loi est nécessaire pour que les sociétés puissent prendre leurs décisions et venir investir chez nous.

L'une des raisons pour lesquelles les Canadiens n'ont plus confiance dans notre régime politique aujourd'hui, c'est que nous entendons des affirmations comme celle-là qui, essentiellement, reviennent à dire à tous les Canadiens qu'ils sont des idiots, et nous le sommes tous si nous croyons ces affirmations.

Imaginez, monsieur le Président—et ce n'est pas là une remarque teintée d'esprit de parti—imaginez que, selon une estimation très conservatrice, nous nous trouverons, en adoptant cet amendement, à donner 500 millions de dollars de plus aux multinationales qui fabriquent des médicaments brevetés. Ce sont 500 millions de dollars qui devront venir de notre régime d'assurance-maladie; 500 millions de dollars qui ne serviront pas à nous donner de meilleurs médecins, de meilleures infirmières et de meilleurs établissements de soins de santé; 500 millions de dollars que le gouvernement puisera dans notre régime fiscal pour les donner à des sociétés qui obtiennent déjà un rendement de 100 p. 100 sur leurs investissements.

Nous allons faire tout cela et nous allons dire aux Canadiens: «Allez, donnez-nous ces 500 millions de dollars par année pour la durée de ce contrat. Savez-vous ce que nous allons faire en retour? Nous allons gaspiller 500 millions de dollars au cours des dix prochaines années, c'est-à-dire 50 millions de dollars par année en investissements.» Grand dieu, il n'y a pas un député à la Chambre, même du NPD, qui ne dirait: «Donnez-moi ne serait-ce que le dixième de ce montant, et je serai heureux de remettre cet argent dans les poches des Canadiens au moyen de quelque investissement que ce soit, car, après tout, nous ne faisons que gérer votre argent.»

Voilà une façon insensée de faire des affaires. Voilà une façon absurde de diriger un gouvernement. Voilà une façon absolument idiote de faire des lois. Pour mes collègues du NPD, s'ils sont vraiment honnêtes, comme nous le sommes, cette mesure doit être rejetée. Si elle est adoptée, elle devra être abrogée lorsque nous prendrons le pouvoir.

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de m'exprimer contre le projet de loi C-91. Un titre plus véridique pour ce projet de loi devrait s'énoncer ainsi: «loi visant à accroître les prix des médicaments d'ordonnance et les bénéfices des multinationales qui les fabriquent».

Le projet de loi ne le dit évidemment pas aussi ouvertement et directement. Il le fait indirectement avec toutes sortes de propagande qui détournent l'attention et n'ont aucun rapport, y compris des promesses d'emplois. Voilà maintenant huit ans qu'on nous promet des emplois et encore des emplois. Avec tout ce que le gouvernement actuel a fait pour créer des emplois, nous avons maintenant un million et demi de Canadiens officiellement en chômage. Il y en a beaucoup d'autres qui ne sont pas officiellement chômeurs, et il y a deux autres millions de Canadiens qui doivent dépendre en tout ou en partie de l'aide de l'État. Voilà le résultat de huit années de gouvernement sous le premier ministre qui nous a promis des emplois et encore des emplois.

C'est cependant ce que le gouvernement nous promet encore en l'occurrence: des emplois, encore des emplois. Cette promesse ne s'appuie pas sur des faits, même du côté de l'industrie des médicaments d'ordonnance, comme mes collègues l'ont déjà signalé. En fait, nous avons déjà perdu 700 emplois dans ce secteur, y compris les mises à pied décrétées par les sociétés qui promettent de créer plus d'emplois.

À une certaine époque, ce sont des Canadiens que les multinationales obtenaient le prix le plus élevé au monde pour les médicaments d'ordonnance. Les prix étaient